

Publier ou communiquer

Gilles Deschatelets

Volume 49, numéro 4, octobre–décembre 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030167ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030167ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Deschatelets, G. (2003). Publier ou communiquer. *Documentation et bibliothèques*, 49(4), 147–148. <https://doi.org/10.7202/1030167ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 2003

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Publier ou communiquer

Dans une société du savoir, où des quantités phénoménales d'information circulent presque à la vitesse de la lumière, il me semble à propos de nous questionner aujourd'hui, ami lecteur, non pas tant sur le contenant, le support, la technologie, les réseaux qui permettent de créer et de transmettre si facilement cette information, mais sur le contenu, les données, les informations, les connaissances qui sont instantanément disponibles, dès leur création, jusque dans les régions les plus reculées de la planète. Ce qui me préoccupe plus particulièrement, c'est la question — ou plutôt l'absence de questionnement — de la qualité de cette information, de sa pertinence et de l'absence de contrôle, de garde-fou pour sa mise à disposition. Qu'on me comprenne bien, je suis — à l'instar de la presque totalité de mes consœurs et confrères bibliothécaires — contre toute forme de censure. Mais l'absence de censure ne signifie pas pour autant l'absence de balises. Internet a considérablement et profondément modifié la façon dont l'information est créée et transmise. Internet est une immense cafétéria où se côtoient, sans menu, sans guide, sans information sur les ingrédients ni sur leur valeur nutritionnelle, des aliments sains recommandables et des aliments avariés dangereux pour la santé.

On dit parfois que « *toute vérité n'est pas bonne à dire* ». Peut-on dire la même chose de l'information? L'information doit-elle être communiquée à tout prix, au nom du droit à l'information? Par exemple, la recette de fabrication d'une bombe... Toute information créée doit-elle être diffusée?

Le paradigme fondamental des publications savantes qui passe obligatoirement par un processus d'évaluation et d'édition est aujourd'hui fortement interpellé par Internet. Certes, on peut s'interroger sur le sérieux de certains éditeurs dans ce processus d'évaluation, mais le processus constitue, *de facto*, une certaine barrière qui élimine une proportion

Ce qui me préoccupe plus particulièrement, c'est la question — ou plutôt l'absence de questionnement — de la qualité de cette information, de sa pertinence et de l'absence de contrôle, de garde-fou pour sa mise à disposition.

considérable d'information indésirable. Internet permet à quiconque de se faire entendre à dimension planétaire sans filtre éditorial, sans aucun jugement sur la qualité de l'information et *a fortiori*, sur la pertinence de la mettre à disposition. Cela entraîne de sérieux problèmes dont le moindre n'est certes pas de créer l'illusion de la pertinence en réponse à pratiquement n'importe quelle requête sur les moteurs de recherche. Pis encore, cela crée chez les jeunes un faux sentiment de sécurité: si ce n'est pas sur Internet, ça n'existe pas, et si c'est sur Internet, c'est bon.

À mon avis, l'une des causes principales de ce phénomène, est qu'Internet amène une forte intégration du processus de publication et du processus de communication. Or ces deux processus n'ont pas nécessairement les mêmes objectifs et ne répondent pas aux mêmes canons de qualité. Le processus de communication vise la rapidité, il est plus ou moins formel, il est éphémère, il permet d'échanger — de un à un ou de un à plusieurs — des messages, des informations. On communique parce qu'on veut dire quelque chose à quelqu'un. La qualité du message vient beaucoup de l'autorité et de la fiabilité de l'émetteur. Si, aujourd'hui, je suis encore rondouillard, c'est que je n'ai jamais accordé la moindre crédibilité aux centaines de courriels qui me proposaient des recettes miracles pour perdre du poids sans diète, sans exercice et sans effort!

Le processus de publication est beaucoup plus formel et formalisé, il est pérenne et il permet à un auteur de transmettre des informations ou des connaissances évaluées, validées, à des gens

qu'il ne connaît pas. La qualité du message ne vient pas seulement de l'autorité de l'auteur, elle est également « garantie » par l'éditeur et le processus éditorial même. Je ne crois pas qu'aucun éditeur sérieux laisserait publier n'importe quel document sur les diètes miracles. On ne publie pas pour dire quelque chose, on publie parce qu'on a quelque chose à dire.

Alors que les traces de la communication, quand elle demeurent, font partie des archives (personnelles, institutionnelles) et répondent à des conditions précises pour leur conservation ou leur élagage, celles de la publication font partie du patrimoine documentaire. À ce titre, et parce que le processus éditorial a déjà reconnu (jusqu'à un certain point) la nécessité ou du moins la pertinence de sa création, les traces de la publication seront (ne serait-ce que par le dépôt légal) conservées. Internet, par sa technologie intégrante et son environnement pratiquement sans frontières, rapproche ces deux processus et permet à n'importe qui de « publier » ou de donner l'impression de le faire. Les documents qui sont diffusés sur le Web ou qui circulent librement en fichiers attachés sont considérés, par la plupart des internautes, comme des documents au même titre que les documents formellement édités. Le fardeau du contrôle de la qualité est ainsi totalement déchargé sur l'utilisateur qui doit — et faut-il qu'il en soit d'abord conscient et convaincu — développer un esprit très critique face aux sources d'information.

D'où l'importance vitale et l'urgence de former TOUS les jeunes à la maîtrise de l'information. Mais cela, c'est une autre histoire...

Le présent numéro aborde directement cette problématique avec deux textes présentés, au dernier congrès de l'ASTED, lors d'une Table ronde sur « *les nouveaux modes de diffusion et l'accès aux publications savantes* ». Brigitte Lévy fait un tour d'horizon des différents défis auxquels fait face le système de diffusion des revues savantes : technologie, coûts et bénéfices des nouveaux modes de diffusion, intégration sociale. Stevan Harnad aborde, quant à lui, la question de la diffusion des publications des chercheurs universitaires et il analyse les nouvelles initiatives mises en place pour garantir et faciliter un libreaccès gratuit à ces publications, basées sur des systèmes d'auto-archivage.

James Turner et Ginette Rouleau contribuent au développement de l'esprit critique des utilisateurs d'Internet en proposant une méthode pour l'évaluation des sites Web.

À la suite d'une faillite retentissante d'une grande agence d'abonnement de périodiques, Marthe Khédiri s'interroge sur la pertinence de faire affaire avec une agence ou avec l'éditeur directement. Elle analyse les principaux facteurs à considérer dans le choix d'un fournisseur : fiabilité, organisation et contrôle des abonnements, prix.

Olivier Charbonneau, par ailleurs, nous dresse un intéressant portrait du marché de la bande dessinée, notam-

ment aux États-Unis, en Europe francophone et au Japon. Il conclut en analysant brièvement le marché québécois de la BD et en soulignant son importance comme instrument de marketing pour les bibliothèques publiques.

Enfin, Charles Ramangalahy présente une analyse très fouillée sur l'importance de l'information, de sa gestion et du contrôle de sa qualité pour les PME exportatrices.

Bonne lecture!

Gilles Deschatelets

Note de la rédaction

La publication du texte de Véronique Marcotte, *La nouvelle Bibliothèque nationale du Québec : une institution culturelle au service des québécois ?* *Documentation et bibliothèques*. Volume 49, numéro 2, avril-juin 2003, p.77-83, a soulevé certaines questions de la part de nos lecteurs, à commencer par l'auteure elle-même ! C'est pourquoi, nous avons accepté de publier le texte rectificatif qui suit.

Vers un réseau de plus en plus intégré

Véronique Marcotte

Responsable de la formation des personnels – Réseau BIBLIO du Québec
veronique.marcotte@reseaubibliomonteregion.qc.ca

Dans son numéro d'avril-juin 2003 (expédié aux abonnés en avril 2004), la revue *Documentation et bibliothèques* publiait le texte que j'ai soumis en vue de l'obtention du prix BNQ – Marie-Claire Daveluy 2002. Cette année-là, le thème sur lequel nous étions invités à nous exprimer portait sur le rôle et les priorités de services de la nouvelle Bibliothèque nationale du Québec à l'égard des bibliothèques publiques.

Depuis la rédaction de ce texte, le paysage a quelque peu changé dans le milieu des bibliothèques publiques québécoises. Travaillant depuis un an et demi pour le Réseau BIBLIO du Québec (nouvelle bannière promotionnelle du Regroupement des CRSBP du Québec), j'ai pu mesurer les progrès qui ont été faits.

Les bibliothèques publiques québécoises évoluent vers un réseau qui est de plus en plus intégré. En effet, les relations entre les bibliothèques publiques autonomes et les Réseaux BIBLIO régionaux (CRSBP) sont de plus en plus étroites aussi bien au niveau de l'informatique documentaire, que du traitement documentaire, du prêt entre bibliothèques, de la formation ou de l'animation. Le concours *Livre-toi à l'aventure!* qui s'est déroulé du 15 mars au 23 avril 2004 en constitue un bel exemple. Mis sur pied par le *Secteur de promotion et d'animation coopératif* du Réseau BIBLIO du Québec en collaboration avec divers organismes dont l'association *Les Bibliothèques publiques du Québec*, ce concours a rallié plus

d'une quarantaine de bibliothèques publiques autonomes et 1 500 écoles primaires de la province. Je ne peux que souhaiter que cette belle initiative soit la première étape d'une longue collaboration.

L'informatisation des bibliothèques progresse, contribuant ainsi à une plus grande mise en réseau des bibliothèques publiques québécoises. Dans plusieurs Réseaux BIBLIO régionaux presque 100 % des bibliothèques affiliées sont maintenant informatisées. Ainsi, plusieurs bibliothèques publiques autonomes ont fait appel aux services de leur Réseau BIBLIO régional pour informatiser leurs opérations.

Les fusions municipales, peu importe ce que l'on en pense, favorisent également l'édification d'un réseau de bibliothèques publiques davantage intégré. Les bibliothèques des municipalités fusionnées ont dû resserrer leurs liens et apprendre à fonctionner en réseau. La population, quant à elle, bénéficie de services élargis.

Bref, les bibliothèques publiques autonomes, le Réseau BIBLIO du Québec et la nouvelle Bibliothèque nationale du Québec ont tout à gagner en mettant leurs ressources et leur expertise en commun. Les services à la population ne pourront que s'en trouver améliorés. Espérons que la nouvelle Bibliothèque nationale du Québec saura répondre aux nombreuses attentes qu'elle a suscitées.